MORIN, Rosaire, *Réalités et perspectives économiques*. Editions de l'Action Nationale, 1966. 155 p., 8¹/₄ x 5¹/₄.

Patrick Allen

Volume 20, numéro 3, décembre 1966

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/302597ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/302597ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Allen, P. (1966). Compte rendu de [MORIN, Rosaire, *Réalités et perspectives économiques*. Editions de l'Action Nationale, 1966. 155 p., 8¹/₄ x 5¹/₄.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 20(3), 469–471.
<https://doi.org/10.7202/302597ar>

MORIN, Rosaire, *Réalités et perspectives économiques*. Editions de l'Action Nationale, 1966. 155 pages, 8¼ x 5¼.

Monsieur Rosaire Morin présente une étude de la situation économique du Canada français à l'aide de commentaires sur quelque 66 tableaux bourrés de chiffres puisés aux meilleures sources. Il tente de prendre, à la suite de M. Victor Barbeau et d'autres, la "mesure de notre taille". Il analyse nos positions dans les secteurs financiers qui constituent les réservoirs de capitaux: assurance sur la vie, assurance générale, banques, épargne et crédit, fiducie et fonds mutuels. L'importance de ces secteurs de l'activité est colossale parce qu'ils canalisent les épargnes du peuple canadien-français qui représente 80% de la population du Québec.

Quelques conclusions de chacun des chapitres sont de nature à faire rougir de honte celui qui garde encore un peu de fierté nationale, de même que ceux qui ont été l'instrument de notre asservissement, s'ils étaient capables de rougir.

Voici un tableau qui donne un exemple des faits majeurs que relève M. Morin:

	<i>Canada français</i> Millions \$	<i>Notre proportion</i> <i>au Canada</i>
Assurances sur la vie	435.3	6.3%
Assurances générales	109.2	4.0%
Banques	1,613.3	6.2%
Epargnes et crédit	1,155.1	20.5%
Fiducies	197.1	6.8%
Fonds mutuels	123.4	3.6%
TOTAL	4,033.4	8.4%

Il faut voir par le détail, en lisant le livre, comment l'auteur arrive méthodiquement à ces données qui sont un dur choc à notre fierté nationale. De plus, en 1963, M. Morin nous apprend que nos compagnies d'assurances sur la vie obtenaient 28.4% des nouvelles émissions du Québec, mais seulement 25.5% en 1965. Dans les assurances générales, nos entreprises canadiennes-françaises encaissaient 20.5% des primes nettes souscrites, mais seulement 19.5% l'année suivante. Au 31 décembre 1965, les dépôts personnels confiés à la Banque Canadienne Nationale et à la Banque Provinciale atteignaient 7.8% des dépôts personnels de toutes les banques canadiennes, la même proportion qu'en 1948. En somme, un recul inquiétant !

Ce qui est plus inquiétant, c'est de voir le peu d'intérêt pratique que donnent à nos institutions financières canadiennes-françaises même notre gouvernement provincial et nos gouvernements municipaux, même les institutions puissantes que sont les communautés religieuses. Du bas au haut de l'échelle sociale canadienne-française, nous avons un gros *mea culpa* à nous adresser : nous sommes en 1966 en grande partie responsables de notre asservissement économique. La situation est d'autant plus grave que depuis les années '60, nous vivons sous l'effet du mirage et que, parce que nous parlons d'être "*maîtres chez nous*", nous pensons que la pente est remontée. Nous continuons d'encourager les entreprises anglo-canadiennes aux dépens des nôtres. Les Caisses Desjardins sont cependant une preuve de notre solidarité quand nous voulons y recourir.

Monsieur Morin sans être affolé, mais visiblement abattu, suggère des remèdes comme l'*intervention dynamique de l'Etat* par une politique protectionniste, un contrôle des placements, l'identification des propriétaires, un programme d'éducation intensif, une politique préférentielle, le dépannage de la S.G.F. et l'alerte contre les cataplasmes.

Il faut enfin cesser d'instruire les nôtres pour l'unique fin d'être plus efficaces à aider les autres à nous assimiler sans douleur et le mensonge aux lèvres.

Les doctes professeurs d'universités eux-mêmes auraient intérêt à lire cette brochure de M. Morin, non pour y scruter sa méthode d'analyse et de travail, mais pour y puiser les faits qui fourmillent. Le ministère de l'éducation devrait distribuer gratuitement cette brochure à tous les professeurs du Québec et les inciter à en tirer des stimulants à la fierté chez les nôtres. Enfin

il faudrait des mises à jour de l'ouvrage de M. Morin d'ici les prochaines décennies, afin de savoir où l'on va. Si la situation ne s'améliore pas, nous mourrons d'asphyxie économique.

*Ecole des Hautes
Etudes commerciales*

PATRICK ALLEN